

Intitulé de l'épreuve : Civilisation
Nombre de copies : 4

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Dans Animal du Cœur (Herztier), Herta Müller, Prix Nobel de Littérature (2009), décrit le quotidien d'un groupe de quatre jeunes étudiants originaires de la minorité allemande de Roumanie, les "Sorabes du Banat", dont elle est elle-même issue, dans les années 1980. La narratrice, dont le père, comme celui de Herta Müller, a servi dans la SS allemande pendant la Seconde Guerre mondiale, évoque son milieu de naissance, façonné par le nationalisme allemand. En même temps, elle est en butte au nationalisme du régime de Ceausescu, persécuteur des minorités au nom d'une idéologie national-communiste fondée sur le mythe d'un "peuple" roumain fantasmé. L'Europe de l'Ouest, et en particulier la République fédérale allemande, apparaît à ces jeunes dissidents comme un Eldorado. Mais Georg, un des personnages qui finit par s'y installer, finira par se défenestrer : les Allemands de Roumanie, considérés par les citoyens de RFA comme des Européens de l'Ouest, ne trouvent pas leur place dans une société d'Europe de l'Ouest qui les accueille avec réticence.

Ce roman peut-il être lu comme une fable qui reflète auf l'intégration européenne malheureuse des citoyens d'Europe centrale, toujours rattrapés par des démons du nationalisme qui ont marqué leur histoire au cours des régimes populistes qui s'y sont succédés ?

N°

114

Le nationalisme peut à bon droit être rapporté historiquement à l'Europe Centrale, puisque né sans doute à l'Ouest, c'est en Europe Centrale qu'il s'est le plus diffusé au XIX^e siècle où il y a marqué la vie politique et a culminé au XX^e siècle avec la consécration du principe des nationalités dans l'Entre-deux-Guerre.

Le populisme est un terme souvent dénoncé comme relativement flou, mais il repose en tout cas sur l'idée d'un appel des dirigeants au peuple sans médiation institutionnelle. Le terme est devenu courant dans les années 2010, notamment pour désigner les "démocraties illibérales" (Fareed Zakaria) en Europe Centrale. Mais on peut soutenir qu'il a une plus longue histoire en Europe Centrale, où le registre de l'opposition entre un "peuple" mythifié, qu'il soit fondé sur une nation, une race ou une classe, a souvent été explicite : c'est la thèse notamment du politologue Roman Krakowski (Le populisme en Europe centrale et orientale, 2019).

En quoi l'intégration européenne interagit-elle avec ces deux idéologies en apparence si caractéristiques de cette aire de civilisation que sont le nationalisme et le populisme ?

L'intégration européenne peut être entendue dans un sens étroit, qui recouvrirait les élargissements de l'UE à l'Est en 2004 et 2007 (et 2013 si l'on inclut la Croatie). Mais dans un sens plus large, qu'il faut retenir, il caractérise l'intégration de ces pays à l'ensemble de l'histoire européenne, dont ils ont longtemps été vus, dans les pays d'Europe de l'Ouest, comme de simples épiphées, reflétée par le terme de marchés - aujourd'hui marges ou périphérie. Or l'intégration européenne a un rapport ambivalent avec le nationalisme et le populisme en Europe Centrale : ces idéologies ne sont pas simplement le symptôme d'un défaut d'intégration européenne, elles se sont aussi développées en même temps que celle-ci.

Par conséquent, qui est-ce qui, dans le processus de la construction d'intégration européenne qu'a connue l'Europe centrale, a pu permettre l'émergence d'un national-populisme qui prend parfois aujourd'hui des accents anti-européens, et comment un effort renouvelé d'intégration européenne peut-il favoriser son dépassement ?

L'intégration européenne malheureuse de l'Europe centrale jusqu'à sa séparation forcée du reste du continent par le populisme communiste n'a été qu'imparfaitement résolue par l'intégration à l'UE consécutive à la désintégration du bloc est-européen (I).

Si l'Europe centrale semble à nouveau travaillée par un national-populisme qui semble vouloir remettre en cause l'intégration européenne, il peut sans doute être dépassé par un effort d'intégration qui tienne compte des faiblesses passées (II).

*

* *

Le nationalisme qui a agité l'Europe centrale au XIX^e siècle et a abouti aux populismes de la première moitié du XX^e siècle a eu pour conséquence une intégration malheureuse du reste du continent européen (A).

Le nationalisme comme idéologie est sans doute né en Europe de l'Ouest, avec la Révolution française et le romantisme allemand. Néanmoins, il s'est singulièrement étendu en Europe centrale au XIX^e siècle, où la Révolution française a d'ailleurs eu un fort retentissement. Ainsi, le nationalisme polonais, après l'insurrection de Kosciusko en 1794, a placé ses espoirs en Napoléon, encore célébré par son hymne national : appuyé par les Polonais combattant dans la Grande Armée, l'Empereur français a pu créer un Grand-Duché de Varsovie (1807) à partir des parts prussiennes puis autrichiennes (1809) des Partages du XVIII^e siècle. Le mouvement des nationalités a ensuite continuellement agité les Empires multinationaux.

N°

....!

d'Europe centrale (Empire austro-hongrois, Empire ottoman, Russie et Allemagne dans une moindre mesure) : ainsi des Insurrections de Novembre (1830) et d'Janvier (1863) au Royaume russe ou des révoltes tchèque et hongroise (1848) en Autriche-Hongrie. Ce mouvement a été d'une certaine manière plus heureux dans les pays balkaniques = indépendance de la Roumanie en 1878 (après des insurrections toutefois durement réprimées en 1821 et 1848 dans les Principautés), autonomie de la Bulgarie la même année (réunie à la Roumanie orientale en 1885 et formellement reconnue indépendante en 1908).

À l'exception de ces derniers pays, le XIX^e siècle n'a pas vu comme ailleurs l'émergence d'Etats-nations en Europe centrale. Or, selon une partie de l'historiographie, cette figure institutionnelle est étroitement liée à la consolidation d'Etats modernes démocratiques (du moins l'a-t-elle été à l'Ouest). Faute d'Etat-nation, le populisme aurait ainsi pu y prendre racine. L'absence d'une classe moyenne nombreuse, représentée sauvant par des groupes considérés comme "étrangers à la nation" (Juifs en Europe danubienne, Grecs en Europe balkanique, notamment) aurait aussi entravé l'émergence d'une conscience politique démocratique. "L'homme sans qualités" d'Europe centrale serait entre autres un homme apolitique : on songe à l'effervescence autour d'un projet de jubilé pour les 70 ans de l'empereur François-Joseph en 1913 imaginé avec une ironie mordante par Robert Musil, via les yeux du narrateur désabusé Ulrich, dans son célèbre roman écrit après la Première Guerre mondiale.

Ce "Sonderweg" contre-européen n'aurait pas été sans conséquence le développement politique dans ces pays vers la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Ainsi, il naît en Europe centrale un mouvement populiste agraire fortement influencé par les Narodniki russes, mouvement que l'on considère généralement comme le premier mouvement auto-proclamé "populiste" de l'histoire moderne. Adapté à l'Europe centrale, il a été un de ses célèbres représentants en la personne de l'homme politique bulgare

Intitulé de l'épreuve : Civilisation

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Nombre de copies :

Stambolijski au pouvoir dans la Bulgarie de l'après-Première Guerre jusqu'en 1923, l'année où il fut défait par un coup d'Etat et sauvagement tué, où il s'est rapproché des communistes. Ce populisme agraire, rejoignant parfois le communisme dont il a pu s'emparer, l'équivalent pour des sociétés peu industrialisées où la classe ouvrière était réduite, se basait sur l'idée d'un peuple simple et non corrompu et croyait précisément la voie de la modernisation ouest-européenne, jugée inadaptée aux pays d'Europe centrale.

Le populisme rejoignait ainsi le nationalisme, qui a trouvé son apogée théorique après la Première Guerre mondiale quand le "principe des nationalités" a été appliqué - fort arbitrairement au redécoupage de l'Europe centrale. Or, le nationalisme sous-jacent à ce principe a vite permis l'affirmation d'un populisme d'un nouveau genre, dirigé au particulier contre les anciens groupes majoritaires des Empires multinationaux minoritaires dans les Etats nouvellement dessinés : les réformes agraires par exemple étaient bien davantage inspirées par la volonté d'affaiblir les grands propriétaires hongrois et allemands que par le populisme agraire. Il se trouve que ce sont précisément ces rancœurs qui ont empêchés une forme d'intégration européenne entre les deux Guerres : les Etats révisionnistes (Hongrie, Bulgarie) mourraient

N°

214

des espoirs de redémarquage des frontières, que les Etats bénéficiaires des traités (Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie) redoutaient. Ainsi, au lieu d'une intégration européenne qui aurait été nécessaire pour se protéger contre les ambitions de l'Allemagne nazie, c'est une "balkanisation" politique et économique qui a prévalu (voir l'échec du plan Tardieu d'intégration économique en 1932). La Petite Entente, formée en 1920 par la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie n'avait en commun que son hostilité à la Hongrie. Ce populisme nationaliste n'a pas seulement marqué les relations internationales, il a aussi conduit à l'émergence d'Etats autoritaires = Pologne de Piłsudski (1926 - 1935) puis des Colonels, régime constitutionnel mais autoritaire de l'Amiral Horthy (1920-1944) en Hongrie, régime démocratique mais oppresseur des Slovaques et des minorités en Tchécoslovaquie, dictatures royales de Carol II (à partir de 1935) en Roumanie et de Boris III (à partir de 1938) en Bulgarie.

Cet échec des nationalismes de l'Entre-deux-Guerres a eu les conséquences que l'on connaît = l'intégration forcée dans le "Nouvelle Europe allemande" des années 1940. S'appuyant sur les minorités allemandes, hongroises et même polonaises (occupation par les Polonais de la Silésie de Teschen en 1938), Hitler a réalisé de façon dramatique l'intégration européenne que les pays d'Europe centrale n'avaient pas voulu faire. L'Allemagne nazie a pu s'appuyer sur ce populisme racial qui avait déjà été préparé dans les années 1930 par les régimes nationalisés autoritaires.

L'expérience du "populisme prolétarien" a réalisé une intégration centre-européenne vécue comme une séparation forcée du reste du continent. Ce n'a qu'impérfairement résolu l'intégration à l'UE consécutive à la désintégration du "bloc de l'Est" (B)

L'après-Seconde Guerre mondiale n'a pas signifié l'extinction des nationalismes, bien au contraire : l'expulsion forcée des minorités (30M entre 1946 et 1948, plus du double des déplacements comptabilisés entre 1938 et 1943) a peut-être représenté l'exacerbation des nationalismes cultivés depuis plusieurs décennies.

Néanmoins, le populisme nationaliste a laissé la place à une nouvelle idéologie, fondée malgré toutes les différences également sur l'exaltation d'un groupe mythifié, en l'occurrence le "peuple ouvrier". Ainsi, les régimes installés en Europe de l'Est ont abondamment eu recours à l'opposition entre peuple et éléments étrangers qui est la rhétorique caractéristique des mouvements populistes : "prolétaires" contre "bourgeois", "camp de la paix" contre "camp de la guerre". Ceci n'a d'ailleurs pas empêché les ethno-populismes du passé de se réveiller : ainsi de la campagne antisémite des autorités polonaises en 1967-1968 ce près la Guerre des Six Jours.

Dans ce contexte, la constitution du "bloc de l'Est", avec ses institutions (CATO de 1949, Pacte de Varsovie de 1955) s'est apparentée à et a été vécue comme une forme d'intégration européenne subie, en milieu de cette autre intégration européenne beaucoup plus désirable à l'Ouest initiée en 1957 avec le Traité de Rome. C'est ce qu'exprime Milan Kundera dans son très fameux article de 1983 "L'Occident kidnappé par la tragédie de l'Europe Centrale": les manifestants de l'Octobre Hongrois de 1956 seraient ainsi, d'après l'écrivain tchèque, morts en vain au nom de l'Europe. Si Milan Kundera distingue l'Europe centrale au sens strict, catholique et habsbourgeoise, de l'Europe orthodoxe hantée des Empires byzantins et ottomans, on peut tout de même considérer que c'est toute cette Europe à l'Est du Rideau de

fer qui s'est retrouvée séparée de force d'une Europe occidentale dont elle avait jusqu'alors, par un malencontreux partage, partagé les destinées quoique rejetée à ses marges.

La fraternité entre les peuples d'Europe centrale professée par les dirigeants communistes était d'ailleurs largement un mirage. La "Communauté fraternelle des Etats socialistes" n'a pas été tout à fait épargnée par les tensions nationalistes qui l'avaient travaillie par le passé. Ainsi, comme le note Henry Bogdan dans son Histoire d'Europe centrale, l'écrasement du Printemps de Prague en août 1968 n'a pas été sans rappeler d'autres événements, certes très différents de 1938-1939 : entrée des Allemands en Bohême, Hongrois accueillis avec enthousiasme par la minorité hongroise de Slovaquie, obtention d'une plus grande autonomie par les Slovaques à la faveur des événements. Ainsi, la "division internationale du travail" organisée par la coordination des plans quinquennaux n'aura pas suffit à créer une véritable "Intégration européenne" dans cette partie de l'Europe.

On comprend dès lors pourquoi c'est la désintégration du bloc est-européen qui a permis après 1989 de réaliser une intégration européenne dont les peuples d'Europe centrale s'étaient sentis injustement privés après la "Déclaration sur l'Europe libérée" adoptée par les Grands à Yalta en février 1945. L'intégration européenne a ainsi été vécue comme la réparation d'une injustice.

L'intégration toutefois a été longue, il a fallu attendre, réformer, négocier, satisfaire à des exigences strictes. Les adhésions à l'UE de 2004 et de 2007 ont donc été accueillies avec espoir par des populations, mais aussi avec une impatience qui les exposait à des frustrations.

Les difficultés économiques liées au passage à l'économie de marché ont conduit aussi à s'interroger sur les bienfaits du capitalisme, associé à cette Europe désirée mais qu'il n'était pas évident de rattrapper. La transition politique, comme la transition économique, ne s'est pas faite partout sans heurts = à côté des "révolutions tranquilles"

Intitulé de l'épreuve : Civilisation

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Nombre de copies :

de Pologne et de Hongrie, la révolution roumaine sanglante n'a pas tout de suite porté ses fruits escomptés et on a pu estimer que le populisme avait encore des beaux jours devant lui avec Ion Iliescu, le nouvel "homme fort" du pays après 1989.

*

* *

L'Europe centrale semble aujourd'hui à nouveau travaillée par un national-populisme marqué par les déceptions de l'intégration européenne, et qui semble tendre à la remettre en question (A).

Si les déceptions de l'intégration à l'Ouest étaient déjà perceptibles à la fin des années 1990 et dans les années 2000, ce sont véritablement les populismes des années 2010 qui ont révélé les frustrations consécutives à l'intégration européenne. De l'accession du Parti des Citoyens pour le Développement (GERB) au Bulgarie en 2009 à la nomination d'Andrej Babiš comme Premier ministre tchèque en 2017, en passant par les victoires électorales du Fidesz en Hongrie en 2010 à celle du PiS en Pologne en 2015, on a décrit une "vague populiste" dans les pays d'Europe centrale - l'expression "Europe de l'Est" que l'on croyait

N°

314

enterrée semble revenir à l'Ouest pour décrire cette partie du continent qui semble renverser le processus d'intégration européenne. S'il faut bien sûr interroger la réunion sous le terme fausse-tout de "populisme" des courants politiques très divers, il semble bien que le terme puisse caractériser une idéologie sous-jacente commune aux partis au pouvoir. Ainsi, le GERB s'est plus à opposer le "petit peuple" et les "criminels en col blanc", dans une rhétorique qui n'aurait sans doute pas dévorée Todor Todorov. Ce populisme semble à la fois emprunté aux registres des populismes passés en même temps qu'il en a forgé de nouveaux.

Au titre des réminiscences des populismes anciens, on pense à l'opposition entre un groupe social considéré comme non corrompu et des élites économiques et politiques décriées.

Ainsi, la critique du libéralisme économique et politique qui avaient en commun tous les populismes passés semblent un registre privilégié. En Pologne, Jaroslaw Kaczyński, dans une déformation d'un concept marxiste, s'est plus à dénoncer devant la Diète polonaise en 2006 le "liberal-libéralisme" qui aurait été infligé aux Polonais par les nouvelles élites.

Viktor Orbán, alors député de l'opposition n'hésitant pas pour sa part à affirmer en 1996 : "Vous êtes en train de rebâtir la monarchie qui a dirigé et détruit le pays (...). Le système de Kadar est de plus en plus ouvertement restauré." Ce rejet du libéralisme s'exprime naturellement également dans le domaine politique, avec des attaques portées contre les médias et la justice. Ainsi, certains voient s'esquisser un mouvement de rejet de la modernisation économicque et politiques qui semblaient devoir gagner une région longtemps tournée à l'ouest des processus qui ont marqué l'histoire des pays de l'Europe de l'Ouest : la philosophe hongroise Agnes Heller - ancienne élève de Georg Lukács - qui a pensé les impasses du populisme prolétarien et épousé les

valeurs libérales, parle de "reféodalisation" de la société hongroise. Elle a d'ailleurs été l'objet d'une violente campagne de dénigrement par les milieux proches du pouvoir en Hongrie. Le populisme contre-européen n'est pas seulement anti-libérale, il est aussi nationaliste et en proche ainsi à cet autre registre connu du populisme : "Hungary first", a ainsi déclaré Viktor Orban dans son Discours sur l'état de la nation de février 2018.

Dans le populisme d'aujourd'hui, outre qu'il paraphrase Donald Trump, emprunte aussi à des phénomènes contemporains. C'est tout d'abord la peur du réfugié, depuis 2015, qui a conduit à l'irruption de vagues entre la Hongrie et la Croatie, entre la Slovénie et la Croatie, et à l'activation de "milices" anti-migrants à la frontière bulgare-turque. Ce populisme n'hésite pas toutefois à se référer au passé : face aux réfugiés, le journaliste Gyorgy Lukács pensait ainsi écrire dans le journal hongrois proche du Fidesz Nagyar Idők : "Non, non, jamais !", reprenant le slogan de la politique révisionniste de l'Amiral Horthy dans l'Entre-deux-Guerres. Le populisme actuel est aussi nourri par les craintes relatives à la baisse démographique. Elle explique par exemple la politique du Fidesz d'octroi de la nationalité hongroise aux 2,7% de "Hongrois d'Outre-frontière" en 2010 (autre qui ils votent majoritairement pour le Fidesz) ou les programmes natalistes et les pressions contre le droit à l'avortement du F.S. Enfin, plus généralement, ce populisme semble vouloir déhonorer la mondialisation, et mobiliser sur un nouveau registre opposant non plus le prolétariat et le bourgeois mais l'enraciné et le déraciné, le local et le global : on comprend ainsi pourquoi le Fidesz a fait de Georges Soros, présenté comme un "cosmopolite" étranger aux valeurs de la nation, une cible favorite.

Dans cette rhétorique populiste, l'UE est devenue un bouc émissaire idéale. Georges Soros aurait d'ailleurs, selon le gouvernement hongrois, comploté avec l'ancien Président de la Commission Jean-Claude Juncker pour "recupérer" la Hongrie ("Tu as de droit de savoir ce que Bruxelles

prépare !⁴, campagne de février 2019). L'intégration européenne est ainsi désignée comme porteur de menaces : c'est elle qui impose des quotas de réfugiés, par exemple. Si la tentation de sortir de l'UE ne semble pas d'actualité, les gouvernements d'Europe centrale sachant ce que leurs pays doivent, on a pu parler de "Brexit juridique" à propos des réformes de la justice en Pologne. Le rapport avec l'UE semble ainsi forcierement ambiguë.

Une intégration européenne renouvelée peut être une réponse pour dépasser les tentations populistes et nationalistes en Europe centrale, à condition de tirer les leçons des expériences passées (B)

Le politologue hongrois Istvan Bibo parlait de "mémoires politiques" pour désigner ces impensés qui déterminent les réflexes nationalistes des peuples qui n'ont pas percé les plaies du passé (Rise des petits Etats d'Europe de l'Est, 1966). On peut se demander si cette analyse n'est pas toujours d'actualité pour expliquer le rapport ambiguë des national-populismes à l'intégration européenne. Les Européens en Europe centrale ont sans doute toujours eu l'impression de vivre aux marges de l'histoire européenne = les "faiblesses" des démocraties occidentales, que ce soit à Munich en 1938 ou lors de l'insurrection de Budapest de 1956 qui a suscité peu de réactions occidentales, ont peut-être laissé des traces. Sans doute une poursuite du travail de mémoire est-il nécessaire. La mise en place en Hongrie du "Comité Trianon", chargé de réfléchir au Traité, du 4 juin 1918 vu comme une tragédie nationale par les Hongrois de manière dépassionnée, est sans doute un pas dans la bonne direction. Un travail avec la France serait sans doute nécessaire, George Clemenceau et la France à travers lui étant généralement vus par les Hongrois comme les responsables de l'humiliation de Trianon.

Intitulé de l'épreuve : Civilisation

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Nombre de copies :

Il convient aussi certainement de rappeler que les pays d'Europe Centrale ont pleinement fait partie de l'histoire européenne communue = ainsi de la République des Deux Nations de l'Allemagne - Lituanie qui a joué un rôle déterminant en Europe aux XV^{me} et XVI^{me} siècle, ou de l'Empire austro-hongrois injustement décriés par les historiens français de la III^e République.

L'intégration européenne suppose néanmoins des principes en partage. A cet égard, l'accord du 21 juillet pour conditionner l'accès des fonds structurels européens au respect de l'état de droit devra être mis en pratique.

Le cadre financier pluriannuel 2013-2020, avec les fonds structurels et des financements de la PAC, a représenté pour les pays d'Europe Centrale une somme supérieure au Plan Marshall pour l'Europe de l'Ouest. Il est naturel que de tels financements soient liés à des valeurs en partage et respecter. Les Européens à l'Ouest gagneraient peut-être tentés à ne pas nuire à la perception d'une UE prévenante contre elle : à cet égard, Viktor Orbán a eu beau jeu de demander à l'UE de "s'excuser" pour les inquiétudes exprimées sur l'état d'urgence sanitaire de mars-juin 2020. Certes, ces préoccupations devaient être exprimées* mais la Hongrie a pu, tirer partie de sa position d'accusée et s'est même associée à la déclaration demandant les atteintes

* et l'ont été justement

à l'Etat de droit dans le monde dans le contexte de la covid-19, déclaration qui certes ne la nommant pas.

La réponse aux tentations populistes passera inmanquablement par des sociétés civiles. À cet égard, les manifestations qui ont eu lieu en 2017-2019, que ce soit en Espagne à la suite de l'assassinat du journaliste Jan Kuciak ou en Roumanie contre la tentative du gouvernement de faire passer une loi scénarayant le parti social-démocrate aux poursuites pour corruption, laissent penser que la société civile reste active et prompte à se mobiliser.

*

* *

"Nous n'avons jamais quitté l'Europe - C'est l'Europe qui nous a abandonnés" déclarait le pape Jean-Paul II à Gostkowa ^{en 1991}. Ainsi, l'intégration européenne des pays de l'Europe centrale a vocation à se poursuivre, et les mots du pape polonais rappellent les attentes que les Européens d'Europe centrale ont toujours investis à l'égard des Européens de l'Ouest du Continent.

Il convient de s'en souvenir si l'on veut contrer les tentations nationalistes et populistes qui s'expriment aujourd'hui dans cette partie du continent - qui n'en a d'ailleurs pas l'exclusivité. À cet égard la riche tradition de la dissidence intellectuelle des années 70 peut servir d'inspiration. On se souviendra aussi de Grzegorz Milosz, qui denonçait en 1953 dans la pensée captive tous les conformismes de la pensée, à l'heure stalinienne mais aussi au vu des expériences de l'entre-deux-guerres. Nationalismes et populismes ne sont donc pas une fatalité.

N°

.../...